

Vu le décret n° 98-834 du 13 avril 1998, fixant le statut particulier au corps administratif commun des administrations publiques, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret n° 2012-2362 du 10 octobre 2012,

Vu le décret n° 2013-1372 du 15 mars 2013, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'arrêté du chef de gouvernement du premier août 2012, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur dossiers pour la promotion au grade d'attaché d'administration appartenant au corps administratif commun des administrations publiques.

Arrête :

Article premier - Est ouvert au ministère de la jeunesse et des sports, le 30 août 2013 et jours suivants, un concours interne sur dossiers pour la promotion au grade d'attaché d'administration appartenant au corps administratif commun des administrations publiques.

Art. 2 - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à dix huit (18).

Art. 3 - La date de clôture de la liste d'inscription est fixée au 30 juillet 2013.

Tunis, le 21 juin 2013.

Le ministre de la jeunesse et des sports

Tarak Dhiab

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE**

Décret n° 2013-2723 du 1^{er} juillet 2013, portant ratification de l'accord de don conclu à Tunis le 6 mai 2013 entre le gouvernement de la République Tunisienne et la banque africaine de développement relatif au financement d'un appui à la mise en œuvre de l'E-government et de l'Open-Government en Tunisie.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du ministre du développement et de la coopération internationale,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu l'accord de don conclu à Tunis le 6 mai 2013, entre le gouvernement de la République Tunisienne et la banque africaine de développement et relatif au financement d'un appui à la mise en œuvre de l'E-Government et de l'Open-government en Tunisie,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décrète :

Article premier - Est ratifié l'accord de don, conclu à Tunis le 6 mai 2013, entre le gouvernement de la République Tunisienne et la banque africaine de développement, relatif à l'octroi d'un don d'un montant de six cent quatre vingt trois mille cinq cent cinquante unités de compte (683.550 U.C) pour le financement d'un appui à la mise en œuvre de l'E-government et de l'Open-Government en Tunisie.

Art. 2 - Le ministre du développement et de la coopération internationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 1^{er} juillet 2013.

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

**MINISTERE DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI**

Arrêté du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi et du ministre des finances du 21 juin 2013, fixant le montant mensuel de la bourse de formation professionnelle dans les établissements de formation placés sous la tutelle du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, ainsi que les conditions et les modalités de son octroi.

Le ministre de la formation professionnelle et de l'emploi et le ministre des finances,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 2008-10 du 11 février 2008, relative à la formation professionnelle,

Vu la loi n° 93-11 du 17 février 1993, portant création de l'agence tunisienne de l'emploi et l'agence tunisienne de la formation professionnelle et notamment son article 3,

Vu le décret n° 94-1397 du 20 juin 1994, fixant la classification nationale des emplois ainsi que les conditions d'homologation des certificats et diplômes de formation professionnelle initiale et continue,

Vu le décret n° 97-1937 du 29 septembre 1997, fixant l'organisation administrative et financière ainsi que les modalités de fonctionnement de l'agence tunisienne de la formation professionnelle,

Vu le décret n° 2007-3071 du 27 novembre 2007, fixant les bourses de formation professionnelle et les conditions de leur octroi et notamment son article 2,

Vu le décret n° 2009-2139 du 8 juillet 2009, fixant la classification nationale des qualifications,

Vu le décret n° 2010-84 du 20 janvier 2010, portant transfert d'attributions de l'ex-ministère de l'éducation et de la formation relatives à la formation professionnelle au ministère de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu le décret n° 2010-8 du 20 janvier 2010, portant rattachement de structures relevant de l'ex-ministère de l'éducation et de la formation au ministère de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu le décret n° 2010-86 du 20 janvier 2010, portant rattachement de structures et attributions relevant des ex-directions régionales de l'éducation et de la formation aux directions régionales de la formation professionnelle et de l'emploi,

Vu le décret n° 2013-1372 du 15 mars 2013, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation et de la formation et du ministre des finances du 12 mars 2008, fixant le montant mensuel de la bourse de formation professionnelle dans les établissements placés sous la tutelle du ministère de l'éducation et de la formation et les conditions et les modalités de son octroi,

Vu l'arrêté du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi du 27 mai 2013, fixant la liste des spécialités prioritaires concernées par la bourse de formation professionnelle dans les établissements de formation placés sous la tutelle du ministère de la formation professionnelle et de l'emploi.

Arrêtent :

Article premier - Le présent arrêté fixe le montant mensuel de la bourse de formation professionnelle, les conditions et les modalités de son octroi pour les apprenants qui suivent avec assiduité une formation initiale dans les établissements de formation relevant de l'agence tunisienne de la formation professionnelle, dans l'une des spécialités prioritaires indiquées sur la liste annexée à l'arrêté susvisé du 27 mai 2013.

Art. 2 - Le montant mensuel de la bourse de formation professionnelle attribuée aux apprenants sus-indiqués à l'article premier du présent arrêté est fixé à soixante (60) dinars.

Art. 3 - Les bourses de formation professionnelle sont attribuées par décisions du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi et sont payables sur les crédits prévus à cet effet au budget de l'agence tunisienne de la formation professionnelle.

Art. 4 - Les bourses ne sont attribuées qu'aux enfants des familles dont le revenu annuel brut des tuteurs n'excède pas dix mille (10.000) dinars.

Les déclarations annuelles des revenus des parents peuvent être soumises, si l'administration le juge nécessaire, au contrôle fiscal du ministère des finances. Elles peuvent être soumises également aux autorités régionales pour en vérifier le degré de sincérité.

Le tuteur du candidat à une bourse doit souscrire à un engagement conforme au modèle disponible à cet effet auprès des services de l'agence tunisienne de la formation professionnelle.

Art. 5 - Les bourses de formation professionnelle sont servies mensuellement aux bénéficiaires par l'agence tunisienne de la formation professionnelle.

Toute absence non justifiée à la formation entraîne une retenue du montant mensuel de la bourse correspondant à la durée de l'absence sur la base de 1/30 pour chaque jour d'absence.

Art. 6 - Le bénéfice de la bourse de la formation professionnelle peut être supprimé par décision du ministre de la formation professionnelle et de l'emploi en cas d'absence non justifiée dépassant 15 jours ou en cas d'échec aux évaluations réalisées au cours de la formation, ainsi qu'en cas de non respect ou de violation grave du règlement intérieur de l'établissement de formation. Cette décision est prise sur la base d'un rapport écrit des services compétents de l'agence tunisienne de la formation professionnelle.

Art. 7 - Les dispositions de l'arrêté du 12 mars 2008 susvisé sont abrogées.

Le montant mensuel de la bourse de formation professionnelle accordée aux apprenants qui en bénéficient à la date de parution du présent arrêté, est porté à soixante (60) dinars.

Art. 8 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 21 juin 2013.

Le ministre des finances

Elyes Fakhfekh

*Le ministre de la formation
professionnelle et de l'emploi*

Naoufel Jemmali

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Arrêté du ministre de l'industrie du 21 juin 2013, portant création d'un groupement de maintenance et de gestion de la zone industrielle de Kélibia du gouvernorat de Nabeul.

Le ministre de l'industrie,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi 94-16 du 31 janvier 1994, relative à l'aménagement et à la maintenance des zones industrielles et notamment son article 7,

Vu le décret n° 94-1635 du 1^{er} août 1994, portant organisation des groupements de maintenance et de gestion dans les zones industrielles et mode de leur constitution et leur gestion et notamment ses articles 5, 6 et 7,

Vu le décret n° 94-2000 du 26 septembre 1994, portant statuts-types des groupements de maintenance et de gestion des zones industrielles,

Vu la demande présentée par les occupants, les exploitants et les propriétaires d'immeubles de la zone industrielle de Kélibia du gouvernorat de Nabeul,

Vu la lettre du gouverneur de Nabeul en date du 20 mai 2013.

Arrête :

Article premier - Est créé un groupement de maintenance et de gestion de la zone industrielle de Kélibia du gouvernorat de Nabeul conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi susvisée n° 94-16 du 31 janvier 1994. Les limites de ladite zone industrielle sont fixées conformément au plan annexé au présent arrêté.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 21 juin 2013.

Le ministre de l'industrie

Mehdi Jomaa

Vu

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh